

Les Nouvelles

de Loire Atlantique

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français
N° 681 - 1^{er} janvier 1999 - Prix 2,50 F



**L'EXCLUSION :
L'URGENCE DE
SOLUTIONS CONCRÈTES
LES DOSSIERS DE NLA**



**Faire de
la nouvelle
année,
une année
constructive
et offensive**

par
Gilles BONTEMP
Secrétaire
de la Fédération
Membre du Comité
national

Plusieurs aspects de la situation politique se confirment en cette fin d'année 98 :

- des luttes nombreuses et une expression plus forte des attentes envers la gauche et le gouvernement, liées aux changements jugés insuffisants, trop lents et pas assez visibles dans la vie quotidienne des Français.

- une droite qui saisit chaque hésitation, chaque insuffisance ou faux pas dans l'action gouvernementale pour reprendre l'avantage et engager la contre offensive.

- un FN que la crise interne peut certes, affaiblir mais qui ne suffira pas en soi, à faire reculer les idées de haine et d'exclusion, sans qu'on s'attaque au terreau qui les produit.

Il faut répondre plus résolument aux urgences sociales. Le geste de Lionel Jospin pour les minima sociaux, + 3 % avec rattrapage pour 98, n'est certes pas négligeable pour les familles les plus démunies, mais on est loin du compte des besoins, des demandes et des possibilités.

Parce qu'ils veulent que la gauche réussisse, les Communistes sont plus que jamais décidés à faire tout ce qui dépend d'eux pour que le mouvement social se fasse davantage entendre.

C'est le sens des propositions qu'ils avancent pour le relèvement significatif des minima sociaux, du pouvoir d'achat des actifs et des retraités, pour donner un coup d'arrêt aux «plans sociaux», obtenir une autre utilisation de l'argent et du crédit pour l'emploi et le développement, élargir la citoyenneté avec la conquête de nouveaux droits, réorienter l'Europe, etc.

C'est dans cet esprit que nous voulons dès le début 99, multiplier les initiatives et rencontres pour mettre plus massivement les Communistes en mouvement, pour favoriser l'intervention sociale et citoyenne, pour renforcer l'organisation et l'influence du Parti Communiste.

L'année qui s'écoule a, certes, été une année active, mais nous entendons faire de celle qui arrive une année constructive et offensive. Alors, bonnes fêtes et meilleurs vœux pour 1999.

La Fête de l'Agglo qui s'est déroulée à la Trocardière a allié Fête, Convivialité, Politique et Littérature. Ses débats, ses échanges ont été nombreux. En quelques photos et commentaires vous pourrez page 3, retrouver les moments forts de ce dimanche de décembre.



Une délégation de la Fédération de Loire-Atlantique du PCF s'est rendue à Toulouse où elle a rencontré les Communistes de Haute Garonne, la direction de l'Aérospatiale de Toulouse et la Chambre de Commerce sur le dossier de l'A3XX. Nous publions page 6 le compte rendu de cet échange.



76

76% des personnes interrogées dans un récent sondage effectué par BVA pour Paris Match déclarent avoir une bonne opinion de la Ministre de la Jeunesse et des Sports, Marie George Buffet. Elle devance ainsi très largement les autres ministres du gouvernement de Lionel Jospin y compris ceux qui bénéficient d'une large audience médiatique.



*L'équipe des Nouvelles
pour ce dernier numéro
de l'année 1998*

*s'associe pour souhaiter
à tous ses lecteurs*

*de Bonnes Fêtes de Fin d'Année
et vous dit à l'année prochaine*

*pour le premier numéro
de la Nouvelle Année*

qui paraîtra le Jeudi 14 Janvier.



SNCF : La grève des contrôleurs

14 jours de grève ont permis d'obtenir 18 emplois de contrôleurs à Nantes, sur 30 emplois nécessaires au bon fonctionnement du service public. Un mouvement que la direction avait voulu dévoyer et emmener sur une prime, rien n'a changé dans la mobilisation durant 2 semaines, la revendication portait sur les effectifs. Ces 18 emplois supplémentaires vont permettre de prendre les congés, faire la formation, assurer les services qui ne l'étaient pas. Les effectifs restent encore en dessous par rapport aux suppressions de ces dernières années et les charges de travail qui augmentent avec la hausse du trafic.

La concertation lancée sur l'avenir de la profession nous donne de l'espoir et des perspectives. Le projet de réorganisation de la filière qui

devait se traduire à l'origine par un éclatement des établissements actuels est désormais caduque. Face à l'hostilité des agents, la direction de la SNCF y a renoncé. Tout en reconnaissant le malaise et les difficultés du métier, l'entreprise a également décidé d'augmenter la prime de travail de 200 francs.

Autres acquis de la grève pour les cheminots, mais aussi pour les usagers : une série de mesures très concrètes concernant la sûreté des personnels et la réhumanisation du service public. La direction accepte aussi d'ouvrir un débat très large - y compris avec les usagers - sur le projet qui consiste à supprimer les contrôleurs à bord des trains régionaux. Système appelé AES (équipement agent seul) déjà mis en place sur les rames de la

région parisienne et très contesté par les cheminots.

Ce mouvement donne des effectifs chez les contrôleurs, mais dépasse cette catégorie de cheminots. Au début du conflit, Monsieur Gallois, Directeur de la SNCF, était à préparer le budget 99 avec 1500 suppressions d'emploi de cheminots. Il a reporté sa présentation de 4 jours pour l'annoncer avec le maintien des effectifs sur 1998.

Le service public a donc besoin d'un service maximum. La SNCF manque de moyens humains et matériels, de ce fait les usagers ont tous les jours un service minimum. Les négociations doivent continuer pour adapter dans tous les services les effectifs en fonction du besoin du trafic en hausse.

Elu communiste sur le terrain

Gilles BONTEMPS, Conseiller régional des Pays de la Loire, a été à la rencontre des cheminots le mardi 8 décembre 1998. De nombreux échanges ont eu lieu sur la régionalisation des TER. Il a donné des informations sur le travail de la Commission Transports à la région, mais il a surtout écouté les cheminots, parler de

leurs difficultés de remplir leurs missions de service public, suite au manque d'effectifs.

Ces échanges ont aussi permis à Gilles BONTEMPS de s'inscrire dans la campagne publique sur la question de l'influence du Parti Communiste dans la société, de son rôle pour approfondir le changement, et par conséquent,

sur son nécessaire renforcement en nombre d'adhérents.

Au cours de cette journée, 5 cartes 1999 du P.C.F. ont été remises chez les cheminots.

Rendez-vous est déjà pris pour le mois de janvier afin de renouveler cette démarche à la rencontre des Communistes et des électeurs communistes.

Rencontre PCF/FSU

Le 4 décembre dernier, une délégation de la F.S.U. de Loire-Atlantique a rencontré une délégation de la Fédération de Loire-Atlantique du P.C.F.

Celle-ci faisait suite à la rencontre nationale qui avait lieu entre les deux organisations.

L'échange de vue a permis de mesurer l'inquiétude de la F.S.U. concernant les choix et les orientations pris au Ministère de l'Éducation Nationale avec, en particulier, les problèmes de manque de postes, d'insuffisance de moyens,

mais aussi de conception même de ce que doit être un grand service public d'éducation.

Les deux délégations ont mesuré la nécessité qu'il y avait à contribuer à mettre en mouvement, celles et ceux qui souhaitent des réponses appropriées aux attentes des jeunes, des personnels, des familles.

Les deux délégations ont abordé aussi la question des emplois-jeunes. La délégation du P.C.F. a rappelé son accord avec la mise en place des emplois-jeunes

« dans le cadre de la loi » avec en corollaire la formation et la pérennisation de l'emploi. Elle a aussi informé la F.S.U., à la fois, de sa rencontre avec le Préfet sur cette question, et sur le fait qu'elle transmettrait à la Préfecture toutes les informations concernant le détournement des emplois-jeunes de leurs objectifs.

Les deux délégations ont été satisfaites de leur discussion et elles ont proposé que ce type de rencontre puisse se renouveler.

Dervallières : Comment nous sommes sortis du huis clos

En périphérie de Nantes, à la frontière avec Saint-Herblain, la cité des Dervallières: « 2500 logements, propriété de Nantes-Habitat » bénéficie d'un site exceptionnel sur la coulée de la Chézine, avec son parc magnifique. C'est dans ce secteur géographique, à urbanisation uniquement HLM, que la Cellule Joliot Curie développe ses activités.



Si le cadre est accueillant, les difficultés touchent bon nombre d'habitants. Une étude de l'INSEE de 95 indiquait 36% de chômeurs et 17% de RMistes et ces tendances ne se sont pas radicalement modifiées depuis.

Il y a maintenant, près de 5 ans que les militants ont décidé de modifier leur stratégie trop souvent enfermée sur soi-même ayant constaté que les meilleures réunions de cellule avec des débats intéressants mais restant à huis clos n'atteignent jamais complètement leurs objectifs. L'édition d'un journal de cellule fut le détonateur, cet outil facilitant le contact vers l'extérieur et permettant le rapprochement avec la population.

Diffusé, tous les 3 ou 4 mois, son titre est maintenant connu et reconnu. Son nom est « Echo des Dervallières » son originalité est de traiter exclusivement les problèmes liés au quartier. Le journal est constitué d'une douzaine d'articles à chaque parution. Sa conception est étudiée, discutée par l'ensemble de la cellule, la rédaction est effectuée par quelques camarades.

Le souci est d'informer, de proposer, de dialoguer voire de condamner. Il traite de l'habitat, de l'emploi, de la sécurité, de l'école, du commerce de proximité, etc, etc... mais toujours au plus près du terrain avec des données et des faits spécifiques au quartier et touchant la vie des habitants.

Les différentes interventions de la cellule auprès de la Mairie, de la Préfecture, de Nantes-Habitat, de l'inspection académique, les délégations reçues par les élus, en bref, les courriers, les rencontres sont publiés et commentés ainsi que les réponses.

Le contenu du journal devient l'image et le témoignage de l'utilité du parti ; c'est tellement vrai, qu'un certain nombre de revendications aboutissent.

Exemple du building de 12 étages situé au centre de la cité avec ses 250 appartements a vu un blocage des augmentations de loyers depuis 3 ans ainsi qu'une diminution significative des charges, résultat obtenu après une bataille menée sur la vacance de logements dans cet immeuble en raison de quittances excessives.

Autre cas, au cours de la dernière réhabilitation de 360 logements, l'action a permis une rénovation de meilleure qualité suite à un rajout de travaux non prévus au départ de l'opération sans conséquences supplémentaires sur les loyers.

Il faut aussi signaler l'impact sur l'amélioration de l'environnement en particulier le fleurissement dont le journal se fit, de nombreuses fois, écho.

La parution régulière est aussi un gage d'efficacité, un autre élément décisif est le type de distribution. L'ensemble des 2500 appartements sont visités au porte à porte, moments privilégiés pour débattre avec les habitants.

Travail militant contraignant, mais efficace.

L'accueil est sympathique, d'ailleurs la preuve est donnée au cours de la distribution du dernier numéro de chaque année, un appel à l'aide financière est demandé. Les résultats sont éloquentes, à chaque fois. Plus de 2500 francs sont collectés malgré les difficultés et cette misère bien présente. Autre baromètre de l'impact de « Echo des Dervallières » le résultat des Elections cantonales de mars dernier. Les gains avoisinent sur la cité les 10% plaçant le P.C.F. comme la 2^{ème} force politique devant le FN Significatif - N'est-ce-pas ?

FÊTE DE L'AGGLO :

«Une chouette de petite fête...»

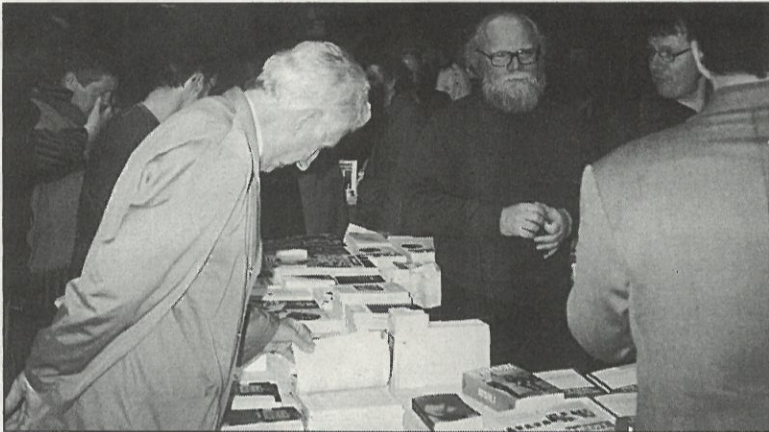
La Fête de l'Agglo s'est achevée dimanche soir dans le climat serein d'une initiative réussie. Certes, nous disait l'un des organisateurs « elle mérite une meilleure participation de toutes celles et tous ceux qui font la force communiste mais c'est peut être à nous de travailler plus et mieux pour qu'elle grandisse ».

En effet, cette Fête de l'Agglo a « une petite gueule sympa ». Bourrée de fraternité et de convivialité : elle mérite à être plus connue.

Les quelques photos et légendes que nous avons choisies, illustrent ce dimanche de décembre à la Trocardière.



■ Discuter oui, mais n'est-ce-pas plus agréable devant un petit verre de sangria que Daniel aime à vous servir. La méthode, l'expérience l'a montré, se révèle très communicative...



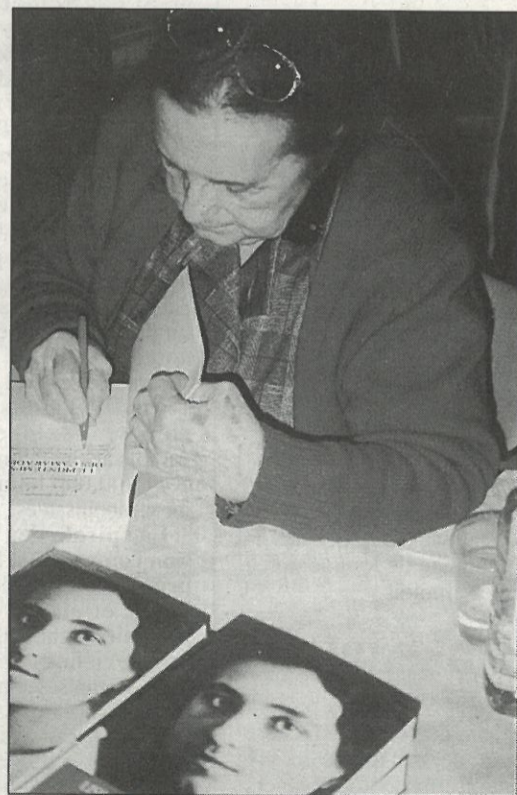
■ L'Espace Livres auquel participaient des auteurs et qui réunissait plusieurs librairies, a été très fréquenté et apprécié. Un espace ouvert favorisant la discussion autour des ouvrages exposés.



■ Le coin des enfants est toujours apprécié des petits bien entendu et aussi de leurs parents qui pendant que leurs bambins torturent la structure gonflable peuvent s'accorder un moment de détente.



■ Durant plus d'une heure, le débat auquel participait J.P.Magnon a permis un large et riche échange. L'Europe, la situation politique en France, les Services publics, à quoi sert le Parti Communiste Français, autant de questions qui ont résonnées par l'enthousiasme des participants.



■ Par sa participation Lise London a donné à la fête un plus qualitatif à la hauteur de ce qu'elle est : une grande femme. Inlassablement elle a dédié ses livres, débattu avec toutes celles et tous ceux qui l'approchait avec sincérité et humilité. Sa participation à notre fête nous a particulièrement touché, nous tenons à la remercier pour sa gentillesse et sa disponibilité.



■ Les discussions vont bon train dans les stands et tout cela dans la joie avec le plaisir de se retrouver pour poursuivre l'échange déjà engagé avant.

Les dossiers de

nla

DÉCEMBRE 1998

URGENCE CONTRE L'EXCLUSION

Mourir de froid en France en 1998, qui peut l'admettre ?

C'est insupportable, en effet, cette gangrène de l'exclusion : la perte de l'emploi puis, bien souvent, du logement sont à l'origine de cette dégringolade. Et il faut le dire : la gauche ne gardera la confiance des citoyens et ne réussira que grâce aux résultats durables et concrets obtenus dans la lutte contre le chômage, la précarité et l'exclusion.

Les élus communistes, les Communistes ne peuvent accepter que le droit de vivre dans la dignité soit bafoué pour des millions de citoyens en France et dans le monde alors que nous célébrons le cinquantenaire de la Déclaration des Droits de l'Homme.

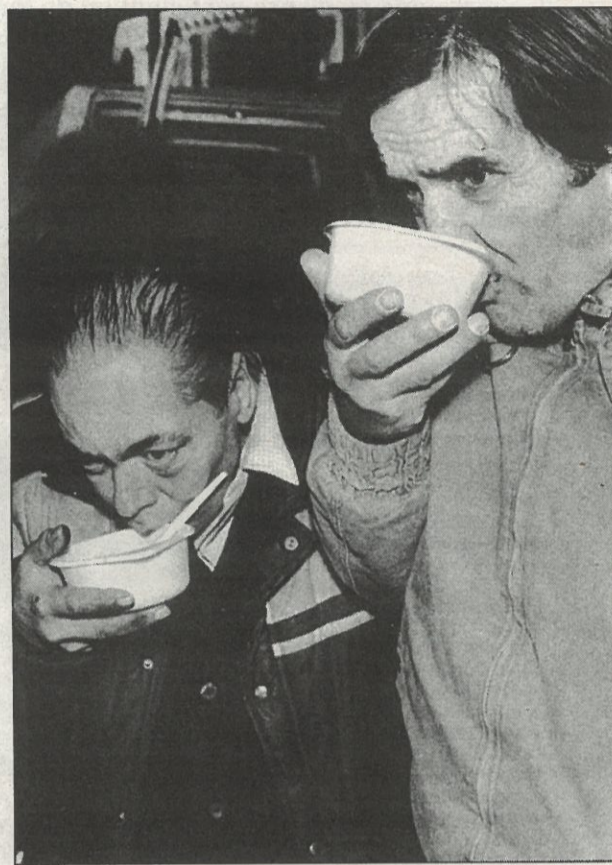
Le mouvement des chômeurs réclame justement une hausse de 1 500 francs de tous les minima sociaux et une prime de 3 000 francs. Il faut entendre les chômeurs, leur mouvement ne nuit pas à la gauche, bien au contraire.

Un pas important a été franchi en juillet dernier par l'adoption de la loi sur les exclusions, qui entend prévenir ces dernières. Mettre en route cette loi, pour laquelle les associations caritatives, les parlementaires de la majorité ont beaucoup travaillé, fait partie des urgences et des moyens d'agir en profondeur sur l'exclusion.

17 milliards pour répondre aux urgences !

Près de 17 milliards de francs de rentrées fiscales supplémentaires ont été générées en 1998 grâce au regain de croissance. Utilisons-les pour répondre aux urgences des sans-abri et des chômeurs. Augmenter, par exemple, de 1 500 francs mensuels tous les minima sociaux coûterait 70 milliards de francs.

Il ne sera pas possible de faire reculer l'exclusion sans une autre utilisation de l'argent, pour les besoins humains et non pour la finance. C'est le sens de la pétition des Communistes.



■ PAUVRETE

Depuis 10 ans, la pauvreté a changé de visage. Si la situation des familles nombreuses s'est relativement améliorée, celle des familles monoparentales s'est en revanche détériorée. Par catégories socioprofessionnelles, la pauvreté a nettement progressé chez les ménages ouvriers, particulièrement chez les ouvriers non qualifiés. Si elle a reculé aux âges élevés, elle a, par contre, augmenté chez les ménages actifs, en particulier chez les jeunes. Parmi les ménages dont la personne de référence a moins de 30 ans, la pauvreté a doublé. De 9,3% en 1984 à 18,5% en 1994. Elle est en effet de plus en plus liée aux difficultés sur le marché du travail.

* La France compte environ 200 000 sans-abri et 1,5 million de mal-logés, estime la Fondation Abbé Pierre pour le logement (en l'absence de données statistiques précises).

* Le nombre de logements vacants atteint 2,2 millions, dont 400 000 immédiatement mobilisables. Le parc HLM rassemble 3,7 millions de logements, le parc locatif privé : 4,5 millions. Entre 1984 et 1992, la hausse de loyers a atteint 78% dans le privé et 72% en HLM (contre 28% de hausse des prix durant la période).

* L'accueil d'urgence réunit environ 15 000 places et les centres d'hébergement et de réadaptation sociale 30 000 places.

* Six millions de personnes (soit 10% de la population) vivent des minima sociaux.

* Le nombre des familles monoparentales (1,6 million en 1996) a augmenté de 30% en deux ans. Près de 28% de ces familles vivent en dessous du seuil de pauvreté.

■ PRÉCARITÉ

La carte de la pauvreté en France, aujourd'hui, peut être brossée, à grands traits, en trois chiffres. Tous aussi éloquents les uns que les autres. Qu'on en juge. Six millions de précaires totalement dépendants des minima sociaux; un million et demi de laissés-pour-compte vivant en situation de grand dénuement; 300 000 personnes privées de toute couverture sociale.

■ CHÔMAGE

Le nombre de chômeurs de longue durée totalise désormais 1 144 100 personnes. Le chômage de longue durée reste fortement lié à la précarité des emplois.

■ DEMANDEURS D'EMPLOI

Le nombre de demandeurs d'emploi culmine à présent à 2 945 000, selon les statistiques récentes du Ministère de l'Emploi. En octobre, par exemple, pas moins de 341 600 demandeurs d'emploi se sont inscrits dans les fichiers de l'ANPE, soit une hausse de 0,9% par rapport à septembre.

Quelques chiffres en Loire-Atlantique

66 000 chômeurs sont recensés en Loire-Atlantique, dont 26 000 de longue durée. Près de 18 000 foyers perçoivent le RMI, soit 36 000 personnes. Il y a 10 000 allocataires du RMI qui habitent Nantes et Saint-Nazaire, soit près de 60%.

A Nantes, des allocataires de la commission locale d'insertion possèdent un niveau de formation de type Bac et Bac +2.

Le drame de l'exclusion

Plus de 6 millions de personnes, soit un ménage sur sept et 11% de la population française sont directement confrontées à de grandes difficultés d'existence, dont 1,5 million survivant avec moins de 3 000 francs mensuels.

Parmi elles, 300 000 sont dépourvues de toute couverture sociale. Les associations caritatives estiment à environ 500 000 le nombre de personnes sans domicile fixe ou vivant dans des logements de fortune. Les mal logés (hors normes, meublés, hôtels, caravanes) seraient plus de 1,4 million, alors que le nombre de logements vacants atteint 2,2 millions, dont 400 000 immédiatement mobilisables.

La spirale de l'exclusion commence à l'entreprise avec les boulots précaires et mal payés, se poursuit au chômage et se termine en fin de droits : 50 000 indemnisés sont radiés chaque mois des ASSE-DIC. Pour aller vers le RMI (+18% par an depuis 1992), vers l'Allocation spécifique (+75% depuis 1992) ou vers aucune indemnité...

UNE PREMIÈRE AVANCÉE PAR L'ACTION QUI DOIT EN APPELER D'AUTRES

Lionel Jospin a annoncé le relèvement des minima sociaux de 3%, RMI et allocation de solidarité, dès le 1er janvier 1999 avec un rattrapage pour 1998. Cette mesure coûtera 2,5 milliards de francs. Ce geste ne coûte pas à la France. Cela va donner une petite bouffée d'oxygène à la consommation, donc à la croissance. Cet argent, que des millions de femmes et d'hommes attendent, sera consommé par la nécessité stricte des existences.

Robert Hue, Secrétaire national du PCF, apprécie ce geste significatif au plan social mais en revient à une exigence de fond : « pouvoir d'achat » et « augmentation significative du SMIC au 1er janvier 99 », sur la base « de 4% ».

L'action des chômeurs, l'an passé, celle de cette année a fait reculer Lionel Jospin. Seule l'aspiration sociale et le mouvement qui peut en découler, permettra d'aller plus loin et cela est indispensable. C'est une réponse de gauche à l'attente des Françaises et des Français qu'il faut.

■ LOI CONTRE L'EXCLUSION

Janine Jambu avait exprimé en mai dans l'Humanité la démarche du groupe communiste à l'Assemblée nationale. Elle était intervenue en son nom au cours de la discussion de la loi.

« Ce texte dresse un constat de l'ampleur des problèmes de précarité et d'exclusion de notre société. Il affirme la volonté de sortir d'une logique d'assistanat, de ne pas institutionnaliser l'exclusion, ni de constituer un droit de seconde

classe pour les exclus. Il souligne aussi le souhait d'allier démarche de prévention et réponse d'urgence. Tout cela est nouveau et répond globalement à ce que nous souhaitons.

Il y a des intentions et une démarche volontariste que nous saisissons comme autant de points d'appui pour aller plus loin, mais cela ne veut pas dire que le projet de loi nous satisfasse complètement.

On ne touche pas à

une politique qui se traduit toujours par des délocalisations et des suppressions d'emploi. Ainsi, le rôle et les choix des entreprises ne sont jamais cités dans le texte gouvernemental. C'est pourquoi, les députés communistes proposent une série d'amendements visant à financer le projet en taxant les revenus du capital, en examinant l'utilisation des fonds destinés à l'origine à créer des emplois ».

► Délégation à la préfecture

C'est porteuse des questions de l'emploi qu'une délégation de la Fédération du Parti Communiste, conduite par Gilles Bontemps s'est rendue à la Préfecture.

Trois grands dossiers ont été évoqués avec le Préfet :

Frigérème où la délégation a confirmé sa volonté à ce qu'une solution industrielle préservant les emplois soit trouvée. Pour la délégation, il est regrettable que les pouvoirs publics ne se soient pas engagés d'une façon plus dynamique pour que la table ronde soit poursuivie et non qu'un « Comité de suivi » soit mis en place.

Peaudouce à Ponchâ-

teau. Cette situation est intolérable, en effet, une entreprise qui dégage des bénéfices, qui est sur un créneau industriel porteur, ne peut décider, comme c'est le cas, de rompre ses activités, donc de supprimer des emplois. La délégation a fortement insisté sur la nécessité d'un moratoire contre les licenciements.

Matra Harris. La délégation a rappelé au Préfet que malgré les 15 millions d'aides publiques obtenus par cette entreprise en contrepartie de deux engagements, l'un de la création de 200 emplois, l'autre du maintien du site, ceux-ci n'étaient pas tenus.

Là aussi, la proposition

formulée par le Parti Communiste de la mise en place d'une commission de suivi et de contrôle des aides publiques, prenait toute sa dimension.

D'autres dossiers ont été abordés : **la Construction navale et l'Aéronautique.**

En ce qui concerne les emplois-jeunes, la délégation a fortement insisté sur des dérives constatées dans leur utilisation, tout ce qui concerne la nature de l'emploi proposé, ainsi que la formation.

« La loi doit être respectée » a affirmé la délégation, « notamment de la part des entreprises publiques et particulièrement de l'Education nationale ».



Les Sorinières Non aux ordures marchandes

Le tri sélectif des ordures ménagères a commencé en octobre 97 aux Sorinières, ce qui est une nécessité écologique.

A sa mise en place, l'entreprise Grandjouan ONYX a proposé un système de pesage de chaque poubelle par puce électronique sans conséquence pour la facturation. La majorité municipale de droite accepte sans passer par le Conseil municipal.

En novembre 98 lors de l'appel d'offre, c'est l'entreprise Grandjouan ONYX qui obtient le marché. Elle propose un autre système de facturation au nombre de poubelles vidées, le pesage n'étant pas homologué.

Avec ce nouveau système, c'est ONYX qui signe un contrat avec chaque foyer et qui facture. Les Soriniérois(es) auront un forfait tarifaire de 26 vidanges par an, 540 francs pour les poubelles de 120 litres (3 personnes), 975 francs pour les 240 litres (5 à 7 personnes), à partir de la 27ème, ils paieront 17,63 francs pour les 120 litres, 34,59 francs pour les 240 litres, pour chaque vidange supplémentaire. Soit pour 1 vidange par semaine 998 francs pour les poubelles de 120 litres et 1874 francs pour les 240 litres.

Actuellement, ils paient entre 750 francs et 1 500 francs en moyenne pour deux passages par semaine, avec une facturation basée sur la valeur locative, cette formule de facturation peut apparaître injuste en fonction de la grandeur de la maison et du nombre de ses habitants. Il peut être revu pour plus de justice, mais il reste la base d'une solidarité pour le service public.

Madame le Maire écrit dans un courrier accompagnant le contrat et le règlement : « nous devenons désormais client d'un service public où ce que nous payons est en relation avec ce que nous produisons réellement ».

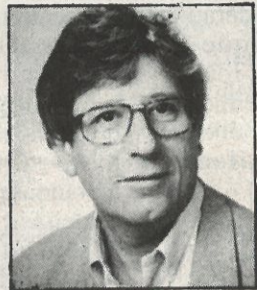
La société de consommation a fait augmenter le tonnage des ordures ménagères par la multiplication des emballages. L'entreprise Grandjouan ONYX, filiale de la CGE, trouve dans le ramassage des ordures ménagères une source de profits supplémentaires en expérimentant un système unique en France.

Il y a besoin d'une large réflexion sur les questions des ordures ménagères, mais la notion d'un service public doit demeurer le moteur de cette réflexion sinon... on en arrive naturellement à ce que l'on voit aux Sorinières : la poubelle devient or.

► Confidences pour confidences d'Alain Madelin au Figaro (1-12-8)

« J'observe Daniel Cohn-Bendit avec intérêt et curiosité. Il y a trente ans, il a contribué à développer une critique de gauche du communisme assez courageuse face au **communisme correct** de l'époque. Je me souviens d'avoir pensé alors que les jeunes libertaires finissent en vieux libéraux. Il y a encore du chemin ! Mais il est clair que sur certains sujets, comme les privatisations d'EDF ou des chemins de fer, la retraite par capitalisation, la concurrence et la sélection dans les universités, l'autonomie des établissements scolaires, Daniel Cohn-Bendit développe une approche libérale en contradiction avec le PS et les Verts. Puisse cette évolution permettre l'arrivée d'un libéralisme de gauche dans ce pays ! ».

3 questions à Yannick Chéneau, responsable à la diffusion de l'Humanité en Loire-Atlantique



A la mi-novembre le Comité national mettait en discussion dans le Parti la question de l'avenir de l'Humanité et soumettait 4 hypothèses pour répondre aux difficultés que rencontre le journal communiste, (voir notre dernière édition). Nous avons posés 3 questions à Yannick Chéneau, responsable à la diffusion de l'Humanité sur le département à propos de cette consultation, de ses résultats et l'enseignement qu'il en tirait.

■ NLA: Comment s'est déroulé la consultation ?

Yannick Chéneau: « Ce sont plus de 450 Communistes qui ont participé dans diverses réunions, à cette consultation. Un nombre significatif de réunions de cellules ont abordé la question, la quasi totalité des Comités de Section se sont réunis, le Comité fédéral et les 2 Assemblées de Communistes à Nantes et Saint-Nazaire ont réuni, 40 participants chacune. Il ne faut pas oublier la réunion du 20 novembre à Saint-Nazaire avec Pierre Zarka qui avait vu la participation de 80 personnes.

De nombreuses autres rencontres moins formelles mais aussi efficaces ont eu lieu et des réponses en quantité non négligeable sont parvenues aux Nouvelles grâce au coupon réponse que nous avons mis à la disposition des lecteurs. »

■ NLA: Quels sont les résultats de cette consultation ?

Y.C.: « L'hypothèse de couplage de l'Humanité quotidienne et de l'Hebdo en fin de semaine a été considéré comme la meilleure des solutions.

Certes, ce choix fait par les Communistes de Loire Atlantique n'est pas sans poser de questions, d'interrogations sur les moyens de sa diffusion, le contenu de cette nouvelle Humanité de fin de semaine, la question de prix et d'abonnement mais, comme l'a mentionné de nombreux camarades, c'est maintenant que le travail va commencer. »

■ NLA: Quels enseignements tires-tu de cette consultation ?

Y.C.: « Je suis fortement impressionné par l'attachement des Communistes à leur journal.

Ils ont manifesté dans toutes les réunions une volonté forte de donner à l'Huma une nouvelle dimension, un autre élan.

Les critiques exprimées poussaient à parfaire ce que doit être leur journal, un outil, un instrument d'analyse de réflexion et d'information de la force communiste.

Ils veulent qu'il réponde à leurs attentes et qu'il soit porteur de leur mutation, c'est pour cela qu'ils veulent à juste raison être associés à ce que sera la nouvelle formule dans son contenu. »



► ESPACE CITOYEN VERTOU

riser l'individu et réhabiliter le « Je ». Ce n'est pas au nom de telle ou telle association que le citoyen « sa personne » seulement.

La plus grosse difficulté qui apparaît, c'est le débouché par l'action. Le doute s'exprime sur « comment parvenir à modifier le cours des choses ? ».

A Vertou, depuis 10 mois, 3 « espaces-citoyens » se sont tenus avec une participation allant de 9 à 30 personnes.

Des citoyens issus de forces politiques ou d'associations diverses, d'autres sans engagement particulier, mais la majorité provenant du Parti Communiste.

La démarche a été appréciée (autogestion de l'espace-citoyen, revalorisation du débat franc, courtois, prenant en compte les avis différents...).

Faire en sorte que « l'espace-citoyen » devienne l'affaire de chacun n'est

pas chose aisée, car au départ perdure le réflexe de la « délégation de pouvoir ». Les tâches sont confiées aux « plus organisés ». Il y a besoin d'insister et de ne pas lâcher sur cette auto-organisation pour corriger ce travers, c'est « eux » et pas « moi », qui est une force de détachement, d'être à l'extérieur de l'espace.

Ceci s'est amélioré, surtout pour la préparation du 3ème espace-citoyen.

Les exigences qui apparaissent le plus, sont :

* l'élargissement à d'autres citoyens, sous quelles formes ?

* la popularisation de cette initiative dans la presse, par le moyen d'un bulletin interne ?

* la nécessité de connaître ce qui se fait ailleurs

* le besoin de s'unir, de fédérer, surtout dans le domaine des initiatives pour pouvoir peser plus fort sur les événements.

Faire de la politique autrement, c'est aussi valo-

A3XX : Pour faire gagner la France

Communiqué de Sylviane AINARDI, Députée au Parlement européen, membre du Bureau national du P.C.F. et de Gilles BONTEMPS, Conseiller régional des Pays de la Loire et Secrétaire de la Fédération de Loire-Atlantique du P.C.F.

Pour un pôle public du secteur aérospatial dans une coopération européenne équilibrée.

Face à la menace de fusion immédiate des groupes Bae et Dasa, le Ministre de l'Economie et des Finances, Dominique Straus-Kahn, vient de faire savoir que l'Etat français serait prêt à reconsidérer l'importance de sa participation dans le groupe Aérospatiale.

Ce serait céder aux pressions financières et aux exigences de rentabilité des grands groupes privés anglais et allemands qui veulent que l'Etat français se retire complètement de la société Aérospatiale avant toute constitution d'une société européenne.

La réponse aux défis mondiaux dans ce secteur, le développement de l'industrie aéronautique et de l'emploi, nécessitent la mise en oeuvre de projets industriels ambitieux, en particulier le lancement et la réalisation à Toulouse de l'A3XX, avec une répartition des charges de fabrication dans les sites de Nantes/Saint-Nazaire et les autres sites européens comme c'est d'ailleurs le cas aujourd'hui.

Des financements énormes sont à mettre en oeuvre sur le long terme dans une organisation de coopération industrielle et financière respectueuse de choix de chaque nation. Un pas de plus dans la privatisation, pour la seule satisfaction des exigences financières anglaises et allemandes, ce n'est pas la bonne solution.

Il y a mieux à faire que de se priver de la maîtrise publique qui a fait le succès d'Airbus en Europe et dans le Monde.

Le blocage de processus en cours, illustre l'échec de la conception actuelle qui prévaut à la contribution de l'aéronautique européenne, basée sur la concurrence et les dominations, entre Groupes et Etats membres et à l'intérieur même des Etats, il est urgent de réorienter cette construction et de conserver face à des défis nouveaux, l'esprit initial de coopération et de co-développement de tous les partenaires.

Une délégation de la Fédération de Loire-Atlantique du PCF s'est rendue à Toulouse

Mercredi 9 décembre, une délégation de la Fédération de Loire-Atlantique de P.C.F. s'est rendue à Toulouse où elle a été accueillie par des responsables et élus de la Fédération de Haute-Garonne.

Les deux Fédérations ont ainsi voulu donner un signe fort pour inviter les responsables politiques, les collectivités territoriales, les industriels des deux régions à unir leurs efforts pour la réussite du projet A3XX en rejetant les oppositions entre les sites qui ne pourraient que favoriser les prétentions allemandes et anglaises et faire perdre la France et les différentes usines du groupe.

Pour réussir, il convient de concentrer les efforts autour de l'ossature centrale d'Airbus avec le potentiel de technologie des bureaux d'études, des services et des mises en ordre de vol situées à Toulouse et de nature, non seulement à assurer l'aboutissement du projet, mais surtout à garantir le rôle central et la maîtrise d'Aérospatiale dans cette nouvelle génération d'avions.

Cela va de pair avec la nécessité d'une répartition des charges qui fasse prendre toute leur place aux usines de Bouguenais et de Saint-Nazaire et permette leur développement.

Les délégations des deux

Fédérations qui ont été reçues par la Direction d'Aérospatiale-Toulouse, la Chambre de Commerce et d'Industrie, et qui ont ensuite, rencontré des organisations syndicales, ont adopté une déclaration commune dont le texte est joint.

Ces deux délégations étaient composées comme suit:

Pour la Loire-Atlantique :
Gilles BONTEMPS, Secrétaire de la Fédération, Conseiller régional des Pays de la Loire

Jean-René TEILLANT, Membre du Secrétariat fédéral, 1^{er} adjoint au Maire de Trignac

Jean-Jacques DENIN, Secrétaire de la Section de Saint-Nazaire du P.C.F.

Christian SAULNIER, Membre du Bureau de Section de Saint-Nazaire, Administrateur d'Aérospatiale

Pour la Haute-Garonne :

Charles MARZIANI, Secrétaire de la Fédération, responsable du groupe communiste au Conseil régional de Midi-Pyrénées

Sylviane AINARDI, Députée au Parlement européen, Membre du Bureau national du P.C.F.

François CANEZIN, Responsable du P.C.F. de Toulouse.



Une déclaration des deux fédérations

Les débats autour du choix du site de construction du futur gros porteur A3XX a amené une prise d'initiative commune des responsables communistes de Toulouse et de Saint-Nazaire et des élus communistes aux Conseils régionaux des Pays de la Loire et de Midi-Pyrénées.

Les deux Fédérations estiment que l'A3XX représente un triple enjeu:

- un enjeu européen de coopération pour compléter par le haut, dans les gros porteurs, la gamme Airbus sur le marché mondial convoité par

les géants américains, en situation de monopole sur ce secteur de la gamme

- un enjeu national, après Concorde, Caravelle, Ariane, Airbus l'A3XX permettra à la France en coopération européenne de continuer à demeurer une nation qui compte et comptera dans le développement de nouveaux programmes industriels ambitieux et dans la poursuite de la maîtrise technologique, stratégique pour l'avenir

- un enjeu pour l'emploi dans les régions où il existe

une industrie aéronautique et un réseau de PME et de PMI.

Il importe de s'engager avec détermination sur ce projet. Du retard a déjà été pris.

Comment comprendre que notre pays ne s'investisse pas clairement dans ce sens alors qu'il a contribué de façon déterminante au succès d'Airbus grâce à ses atouts publics, techniques, industriels, humains?

Les choix avancés tel le regroupement BAE-DASA sont ceux d'une fusion dominée par les marchés financiers et soumise à leurs exigences

plutôt que de faire évoluer dans un sens progressiste et novateur, un type de coopération qui marche et qui a fait ses preuves.

Les deux sites français d'Aérospatiale, Toulouse et Saint-Nazaire/Nantes ont chacun leur spécificité et assurent ainsi une complémentarité technologique qui permet de donner à la France toutes ses chances dans le cadre d'une coopération franco-française.

Un travail en commun permettrait, dans une coopération Saint-Nazaire - Toulouse, de donner toutes ses chances à la France.

Une telle orientation exige d'engager en même temps une profonde transformation du système financier et du crédit et de favoriser un rôle des salariés, des usagers et des populations avec de nouveaux droits et pouvoirs dans la gestion et sur le contenu du travail. Les réponses à des enjeux aussi cruciaux ne peuvent se construire en dehors des salariés et des citoyens.

Un large mouvement d'opinion est nécessaire. C'est dans ce sens que vont continuer à agir les Communistes et leurs élus tant à Saint-Nazaire qu'à Toulouse.

Les dossiers de

nla

DÉCEMBRE 1998

Aide humanitaire

De nombreuses associations caritatives comme le Secours Catholique, agissent pour venir en aide aux exclus. Dans notre dossier cette semaine, NLA a pris seulement 2 exemples : les Restos du Coeur et le Secours Populaire.

Restos du cœur

L'an dernier, sur le plan national, les Restos du Coeur ont distribué 59 millions de repas pour

575 000 personnes.

Ce sont 36 000 bénévoles qui participent à la solidarité.

En Loire-Atlantique il y a 950 bénévoles dans 35 centres de distribution.

Secours populaire français

Le Secours Populaire Français n'est pas seulement riche de ses batailles quotidiennes contre l'exclusion, ses braderies de vêtements, ses supermarchés de la solidarité. Les missions humanitaires dans le monde entier font également partie de ses combats quotidiens.

NLA a contacté Mme Marie-Claire FONTEL Responsable départementale.

NLA : Qu'en est-il de votre fédération de Loire-Atlantique, Mme Marie-Claire FONTEL ?

Marie-Claire FONTEL : « La solidarité dans le département en 98 s'est traduite :

- en aide d'urgence, 14 200 personnes ont reçu des colis alimentaires, des bons d'achat, des vêtements, des secours exceptionnels pour :

- éviter une coupure d'électricité, d'eau ou une expulsion.
- le paiement de mutuelles, de médicaments.

- l'achat de fournitures et manuels scolaires.

- le coup de pouce à l'emploi.

On aide aussi les familles avec des bourses pour les classes de neige, de mer...

de spectacles, etc...

NLA : Au niveau de la solidarité internationale, qu'en est-il ?

M.C.F. : « Nous avons des objectifs principaux au SENEGAL avec l'opération DEMETTE : projets



On apporte des aides morales à beaucoup de personnes participant à nos activités pour retrouver leur insertion dans la société.

Pour les vacances nous avons offert 12 500 journées pour 980 bénéficiaires.

A Noël, 7 752 bénéficiaires de jouets, de paniers réveillon, places

sanitaire, agricole et scolaire. »

NLA : Comment êtes-vous organisé ?

M.C.F. : « Le Secours Populaire Français en Loire-Atlantique est organisé en 20 comités et 16 antennes. Le résultat des activités 98 se traduit par 65 000 heures de dévouement, offertes bénévolement. »

Les rotariens et le caritatif

Les clubs Rotary de la région ont un coup de coeur pour les bébés de familles défavorisées de la région.

Quand on sait que les clubs Rotary regroupent en leur sein le patronat et toutes les V.I.P. (very important personality), on se prend à rêver.

Ou plutôt on se croit revenu au 19ème siècle, au bon temps où l'épouse du maître des Forges portait quelques substances aux familles démunies, souvent pour cause d'accident du travail. Ou encore, lorsque ces dames tricotaient des lainages, toujours dans la même laine, pour mieux reconnaître leurs pauvres dans la rue.

A cette époque, toutefois, ces messieurs autorisaient ces dames à puiser dans leur escarcelle pour leurs bonnes

oeuvres de charité.

Aujourd'hui, alors que le libéralisme économique produit les mêmes effets qu'hier, ces dames se contentent de faire l'intermédiaire entre celui qui peut encore consommer et celui ou celle qui ne le peut plus.

En janvier prochain, ces dames vous proposeront, aux caisses des supermarchés, des bons d'un valeur de 10 F qui seront additionnés à la valeur de vos courses. L'intégralité de la somme sera transformée en produits de premières nécessités pour bébés et distribués via les associations caritatives.

Celui qui connaît les responsabilités du patronat dans le chômage et la misère trouvera cette opération bien cynique. C'est pourquoi, nous faisons aux Rotariens la

proposition suivante :

« Augmenter de 10 F par jour ceux et celles de vos salariés qui émargent au SMIC dans vos entreprises ».

Et, comme aurait dit « Coluche », qui était un ami de jeunesse :

Voilà une idée qu'elle est bonne !

Solution du problème Page 8

Horizontalement

1) Placements. 2) Recaler. Ru. 3) Encre. Epée. 4) Stères. Rôt. 5) Sise. Eut. 6) El. Mélasse. 7) NI. Eléis. 8) Tennismen. 9) Etrier. 10) Riz. Aérait.

Verticalement

I) Pressentir. II) Lentille. III) Accès. Nez. IV) Carrement. V) Elée. Elira. VI) Me. Silésie. VII) Ere. Aimer. VIII) Pressera. IX) Tréous. X) Suettes. Ut.

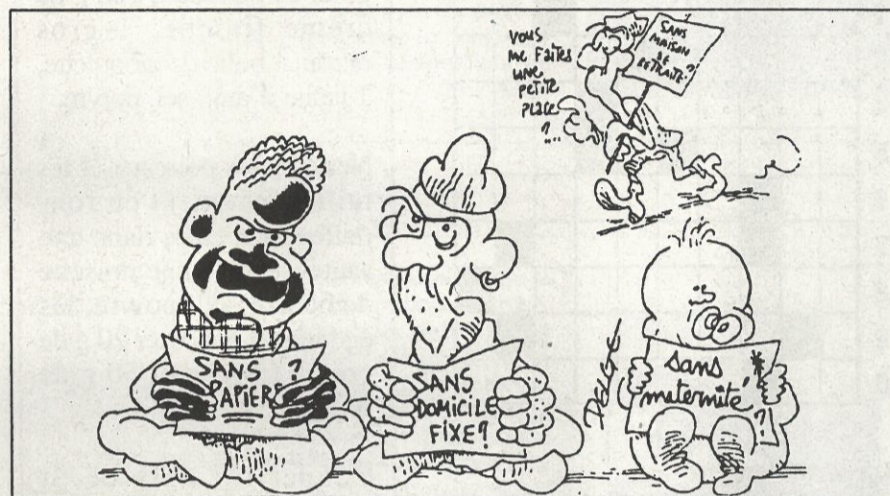
Jacques Chirac en campagne, records d'abstentions, mouvements sociaux en hausse.....

Urgence de réponses neuves

Mobilisation citoyenne autour des sans-papiers, mouvements sociaux à la SNCF, dans les chantiers navals et les arsenaux, à la Poste, à EDF, à la SEITA et dans les hôpitaux, actions

des privés d'emploi... L'urgence sociale se fait entendre avec de plus en plus de force. C'est, comme on le sait, le moment qu'a choisi le président de la République pour

repartir en campagne. Son thème: «Les changements indispensables». Sa proposition la plus concrète: la limitation du droit de grève dans les services publics.



La CGT rencontre le PCF

Si la rencontre est normale elle fait tout de même figure d'événement. Depuis 1988, en effet, la CGT et le PCF n'avaient pas confronté leur point de vue sur les grands problèmes de l'heure. Hier, une délégation de la CGT conduite par Louis Viannet, et une du PCF, avec à sa tête Robert Hue (1), ont débattu durant près de trois heures au siège de la place du Colonel-Fabien, à Paris.

leur point de vue, dans un climat sérieux et positif », a de son côté souligné le secrétaire national du PCF. Rencontre événement, mais pas rencontre inédite dans la démarche. La CGT a déjà eu plusieurs séances d'échanges avec le Parti socialiste. De son côté, le PCF affirme sa volonté de rencontrer les grandes organisations syndicales françaises. C'est chose

entre nos deux organisations pour, ce qui nous concerne, donner notre appréciation sur la situation politique française et européenne, et aussi pour travailler à des propositions, notamment sociales, qu'il s'agit de porter au sein de la majorité plurielle. » La réflexion a surtout concerné l'évolution des lois sociales, en particulier la mise en oeuvre de la loi sur les 35 heures, mais aussi la deuxième loi qui devra être prise sur ce sujet.

Selon Louis Viannet cette deuxième loi va être décisive. Ont été également évoqués les services publics, la précarité, le chômage, la protection sociale, les retraites, ainsi que les fonds de pension « qui nous préoccupent beaucoup », a précisé Robert Hue. Décision a d'ailleurs été prise de constituer trois groupes de travail permanent sur « ces problèmes lourds qui viennent ou vont venir en débat », selon Louis Viannet.



De gauche à droite, Robert Hue, Bernard Thibault, Maryse Dumas et Louis Viannet.

« Je pense que cela fait partie des rapports normaux entre la première organisation syndicale et un parti de la majorité plurielle engagé dans l'action gouvernementale », a déclaré Louis Viannet à l'issue de la rencontre.

« Les deux délégations, dans le respect de l'indépendance de chacune des

faites avec la FSU.

Des contacts préparatoires ont lieu avec d'autres. « C'est une conception normale du rapport d'organisation à organisation », se réjouit Louis Viannet.

De quoi ont-ils parlé ? Robert Hue : « Nous avons besoin d'un échange en toute indépendance

(1) La délégation du PCF était composée de Robert Hue, Pierre Blotin, Nicole Borvo, Michel Duffour, Jean-Paul Magnon, Jackie Hoffmann.

Celle de la CGT, de Louis Viannet, Bernard Thibault, Daniel Prada, Lydia Brovelli, Maryse Dumas.

Cuisine

**UNE IDÉE
POUR
LES FÊTES :**

**Farcis de noix
de St Jacques
à la fondue
de poireaux**

Pour 6 personnes :

24 grosses noix de St Jacques décortiquées, 20 g de beurre, 120 g de râpé de fondant Leerdammer, 1 botte de poireaux, 100 g de crème fraîche, 1 gros citron, 1 botte de ciboulette, 1 jaune d'œuf, sel, poivre.

Nettoyer les poireaux et les tailler finement en rondelles ; les cuire dans une sauteuse avec une noisette de beurre, sel, poivre, les égoutter et y ajouter 20 g de crème fraîche et 50 g de fromage.

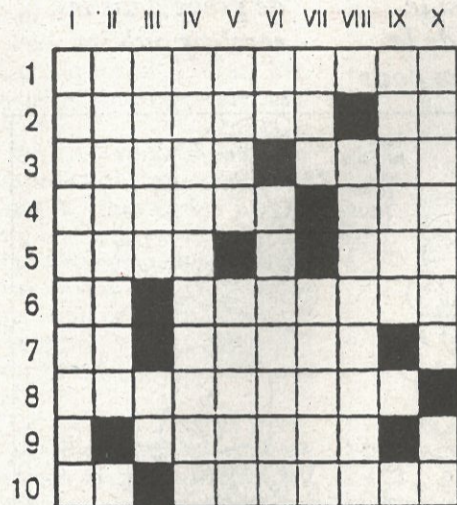
Couper les noix de St Jacques en quatre dans le sens de l'épaisseur ; poser la moitié des rondelles sur une plaque légèrement beurrée et déposer un peu de mélange à base de poireaux sur chaque St Jacques, recouvrir l'autre moitié des rondelles de St Jacques restantes.

À l'aide d'un pinceau, badigeonner de jaune d'œuf chaque St Jacques, saupoudrer du restant de Leerdammer et glisser 10 mn dans un four chaud.

Amener à ébullition le reste de crème fraîche, ajouter le jus de citron ainsi qu'un peu de ciboulette ciselée.

Napper les farcis de St Jacques et servir très chaud.

Mots croisés



Horizontalement

1) Avantageux quand ils rapportent de l'intérêt. 2) Refuser le candidat. A un petit lit. 3) Est parfois sympathique. Vieille arme. 4) Mesures de bois. Emission non recommandée. 5) Située. Posséda. 6) Article étranger. Résidu de la cristallisation du sucre. 7) Abréviation astronomique. Genre de palmier. 8) Se livrent à leur plaisir en court. 9) Utile au cavalier. 10) Nourriture d'Asie, mettait à l'air libre.

Verticalement

1) Tâcher de pénétrer les vues. II) Certaine est grossissante. III) Crise. On le dit très visible dans un visage. IV) Franchement. V) Ancienne ville d'Italie. Donnera les voix. VI) Personnel. Région d'Europe centrale. VII) A des débuts remarquables. Faire preuve d'un grand sentiment. VIII) Hâtera. IX) Voiles carrées. X) Elles nous font suer. Note

**Cuisine autour
de la Mâche Nantaise**

Velouté de mâche

Pour 4 personnes :

1 barquette de mâche nantaise de 150 g, 200 g de pommes de terre épluchées, 50 g de beurre, sel de Guérande, poivre au moulin (blanc de préférence), 1/4 de litre de crème épaisse (double)

Garder quelques feuilles de mâche. Dans une casserole mettre le beurre et faire suer sans colorer le reste de la mâche.

Ajouter les pommes de terre coupées en gros dés, saler et donner quelques tours de moulin à poivre. Mouiller avec 1 litre d'eau et laisser cuire doucement 20 minutes.

Mixer ce potage très finement. Incorporer la crème et vérifier l'assaisonnement.

Servir dans des tasses moyennes ou des petites assiettes à potage.

Ciseler finement les feuilles de mâche restantes et les déposer sur le dessus du velouté.

Servir bien chaud.



**Galette de blé de noir croustillante à
la mâche et julienne de saumon**

Pour 4 personnes :

1 barquette de mâche nantaise soit 150 g, 1 filet de saumon frais de 600 à 800 g environ

La marinade - 500 g de sel de Guérande, 10 g de sucre en poudre, 75 g de poivre noir concassé, 50 g d'aneth haché, 1 litre d'huile végétale

Les galettes de blé noir - 200 g de farine de blé noir, 1 pincée de sel de Guérande, 4 dl d'eau

La sauce de la mâche - quelques cuillerées de bonne vinaigrette liée à la moutarde, quelques branches de ciboulette, une cuillerée à café de fleur de sel de Guérande

Préparation du saumon - la veille, retirer à la pince les arêtes du saumon. Mélanger les ingrédients de la marinade, en mettre un peu au fond d'un plat, poser le saumon et ajouter le reste de sel.

Garder couvert au frais pendant 10 heures.

Rincer le saumon, le sécher et le mettre à mariner dans l'huile pendant 24 h.

Le jour même - Les galettes - verser la farine dans un récipient, faire une fontaine, mettre le sel et verser l'eau peu à peu en mélangeant avec le fouet jusqu'à l'obtention d'une pâte lisse et pas trop épaisse.

Faire cuire 4 galettes dans une poêle à crêpes. Mouler chaque galette sur des bols retournés pour obtenir une forme de tulipe. Les faire sécher dans un four tiède.

Couper le saumon en tranches fines (comme pour le saumon fumé), puis couper les lanières dans le sens de la largeur.

Assaisonner la mâche nantaise avec la vinaigrette dans un petit saladier.

Partager la mâche dans les galettes tulipes, décorer avec la julienne de saumon et quelques branches de ciboulette coupées en 5 cm environ et servir de suite après avoir parsemé quelques grains de fleur de sel.



Ces deux recettes ont été élaborées par Gérard Ryngel, le chef du restaurant "Villa Mon Réve", installé au cœur du pays Nantais, Route des Bords de Loire 44115 Basse Goulaine.

Le Val de Loire se positionne comme premier producteur de mâche en Europe avec 18 500 tonnes de mâche cultivées dans la région nantaise.

Leader en Europe, les maraîchers nantais exportent 1/3 de leur production, dont 86% vers l'Allemagne.

Un petit logo vert en forme de bouquet de mâche atteste la qualité de la mâche nantaise.

Ce signe de qualité garantit une mâche de plein champ originaire du Val de Loire, débarrassée de son sable, elle a subi avec succès les différents contrôles de qualité.

l'Humanité

**Le portage
ce serait vraiment dommage
de vous en priver !**

Tél. au 02.40.35.03.00